

**Séance Plénière du Conseil Général du Finistère
25 Juin 2009**

Intervention d'Yvon LE BRIS

Actualité agricole

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Depuis que je suis dans ce département, je n'ai jamais connu une crise aussi sévère. Nul ne peut l'ignorer : la situation est gravissime et va même devenir catastrophique dans nos campagnes. Pire, à ce jour, aucun signal fort de peut faire espérer un retournement de situation, en particulier dans la production laitière.

La production porcine subit, depuis toujours, des crises cycliques car il n'y a pas de régulation du marché, de prix garantis. La loi de l'offre et de la demande joue à fond, accentuée encore par le prix du marché au cadran. La filière bretonne est certes performante mais ces crises laissent à chaque fois sur le carreau les éleveurs les plus fragilisés et ce, dans tous les bassins européens de production. Dès lors, la production diminue et les cours remontent.

Les cours auraient d'ailleurs dû remonter depuis 1 an mais la demande solvable a diminué. Seule la pression syndicale a permis de maintenir le prix du kg à 1,20, nettement insuffisant néanmoins pour assurer un revenu décent aux producteurs, qu'ils soient petits ou gros, à quelques exceptions près car la hausse brutale du prix des céréales a fortement impacté le prix de revient.

L'aliment est revenu à un prix acceptable mais les dégâts sont considérables : les producteurs ne survivent que grâce à un endettement auprès des banques, au soutien de la filière aliments du bétail, des groupements de producteurs, des coopératives. Mais l'endettement est devenu insupportable. Des faillites ont eu lieu. D'autres vont suivre, avec tout le cortège des drames familiaux.

Les producteurs de porc sont, en quelque sorte, habitués à ces crises. Mais celle-ci est particulièrement longue. Aucun bassin de production ne veut céder ses parts du marché ; le poids de la filière est important dans notre économie locale : il est admis que, si la Bretagne souffre moins que d'autres régions, c'est grâce à l'agroalimentaire. Notre devoir est donc d'être très attentifs à ce qui se passe sur le terrain, sachant que nos moyens sont dérisoires dans un tel contexte.

Plus inhabituelle, mais à mon sens bien plus grave, est la situation de la filière laitière. Je n'ai jamais connu une telle tension sur le terrain. La grève du lait de 1972 n'avait pas, loin de là, ce côté dramatique car les producteurs, presque tous petits livreurs, ne mettaient pas « tous les œufs dans le même panier ». D'autres productions compensaient.

Ensuite, dès que la spécialisation s'est mise en place (les entreprises privées ou coopératives développaient leur part de marché), la production a augmenté de 3 à 5 % par an, quelquefois plus. Jusqu'à l'intenable : des stocks de beurre et de poudre de lait monumentaux. Une décision forcément douloureuse et impopulaire s'imposait : ce fut l'instauration en 1984 des fameux quotas laitiers.

Une « mesure administrative socialo-communiste », expliquaient les élus politiques ou syndicaux FDSEA sur le terrain : du « gâteau » pour attirer l'électeur. Ce ne pouvait être une bonne mesure, car souvent injuste, devais-je expliquer lorsque j'étais évidemment interpellé. Je la qualifiais toujours comme étant la moins mauvaise. Et tous les élus de gauche de l'époque avaient besoin du casque lourd pour sortir...

Cette décision, historique, a contraint à **une baisse individuelle** des quotas de 3 à 10 % selon la quantité de lait produite. Et a instauré une prime pour abandon volontaire de la production. 4.500 ont souhaité en bénéficier en 5 ans ! De 14.000, nous sommes passés à 9.000 en 1988 !

Mais aussi les quotas ont permis, bon an mal an, de garantir un revenu décent aux producteurs, passés à 3.300 en 2009. Tout se déroulait normalement jusqu'en 2007 : environ 15 à 17.000 € de revenus annuels par travailleurs (UTH) mais pour 2.500-3.000 heures de travail annuelles. Ce qui explique en partie l'abandon de la production par des exploitants âgés de 40-50 ans. Et il faut noter que cette moyenne de revenus cache des disparités importantes indépendantes du quota.

Des producteurs, même avec gros quota (400.000 l), n'ont aucun revenu, d'autres avec un quota de 2 à 300.000 l gagnent bien plus que certains gros producteurs qui se sont endettés pour s'agrandir à tout prix.

Une embellie exceptionnelle en 2007-2008 : du jamais vu. Sécheresse ici, demande de pays émergents en forte hausse, le prix du lait a augmenté en quelques mois de 30 %.

Et retournement tout aussi spectaculaire fin 2008 : effondrement du prix mondial de la poudre de lait et du beurre. Les acheteurs des centrales d'achat se régalaient : un jeu d'enfant que de mettre en concurrence les entreprises. 5 ou 6 grosses centrales d'achat, 350 entreprises, 80.000 producteurs : le match est biaisé. La crise est terrible, la profession se révolte.

Résultat : tous les syndicats réclament au moins le maintien des quotas, d'autres leur diminution (à juste raison).

Et oui, chers collègues, la « mesure administrative socialo-communiste » est plébiscitée ! Un accord de pré-élection est obtenu au niveau de 280 € sur l'année alors que le prix de revient constaté est de 330 € au moins. C'est peut-être mieux que rien mais personne ne peut s'en satisfaire, d'où la flambée de violence récente.

Et surtout certaines entreprises, fortement déficitaires, annoncent qu'elles ne pourront pas honorer ce prix.

En effet, *Entremont*, collectant le lait de 1 producteur finistérien sur 3 a payé 205 € pour 1.000 l de lait de mai ! Les autres environ 240 € pour 1.000 l. C'est-à-dire aucun salaire pour tous (et du travail obligatoire néanmoins). Les factures impayées enflent, les dettes s'accumulent, les professions en amont s'inquiètent de cette situation. Le gouvernement vient certes de proposer un plan d'aide sous forme de prêt (qu'il faudra rembourser) et de prise en charge de dettes sociales, mais cela représente seulement 2 ou centimes d'euros par litre.

Une image pour fixer les idées, pour montrer à quel point les agriculteurs arrivent à nourrir la population pour pas cher : pour se payer une pression au bar du coin, il faut produire 10 l de lait !!! Et 5 pour s'offrir un café !!! Et certains, en plus, s'offusquent des primes PAC étalées sur Internet : pour beaucoup le revenu est inférieur à ces primes.

Je le disais en début de mon intervention, je suis particulièrement inquiet, surtout après la lecture mardi d'un journal relatant le Conseil des Ministres de l'Agriculture à Luxembourg. Les solutions ne sont pas nombreuses et le monde agricole est divisé sur les quotas ! Certains leaders du monde agricole souhaiteraient une crise pour réguler la profession !!!

Selon moi, il faut absolument garder les quotas (1^{ère} piste), et même les diminuer provisoirement, comme en 1984-1987. Seule la Chancelière allemande a défendu vigoureusement ces quotas ; la France a été, selon les échos, totalement absente.

De quoi satisfaire la tendance libérale européenne (Grande Bretagne, Danemark, Hollande qui ne demandent que cela) et d'autres pays tels l'Italie et certains pays nouvellement entrés dans l'Europe qui souhaitent, eux, augmenter leur part. Madame Fisher Boel, la Danoise anti-quota, est tranquille, hélas pour tous les producteurs, à moins qu'il n'y ait un sursaut de tous les pays. Et n'oublions pas : les quotas, ce n'est pas le mal absolu : le Canada, la Californie -et oui- ont gardé des quotas bien sévères.

La Confédération Paysanne a raison de souhaiter une baisse provisoire du quota à l'échelle de l'Europe. Elle est le seul syndicat lucide ; ou peut-être que le gouvernement mise sur la capacité de résistance de notre pays pour garder sa part de marché européen ? Je ne sais plus que penser.

La seconde piste est, comme toujours, de baisser encore son prix de revient. Comment ? En augmentant la part de l'herbe pâturée (Pochon). Cela rejoint en plus nos préoccupations environnementales. A noter que certains gros élevages, qui nourrissent leurs bêtes toute l'année à l'auge, seront peut-être les premiers à périlcliter.

3^e piste : la filière bio ne connaît pas la crise. Qui aurait pensé cela, Monsieur le Président, lorsque nous les avons rencontrés il y a 5 ans ? *Biolait* était à la limite de rupture. Aujourd'hui elle réclame du lait. Il y a des retournements de situation spectaculaires... ! Cela va encore dans le bon sens et aidera certainement nombre d'indécis il y a peu à franchir le pas.

4^e piste : l'Association des Producteurs de lait indépendante, qui préconise la grève du lait à l'échelle européenne. Vendre le lait pour rien ou le donner, où est la différence ? Certains prendront peut-être ainsi conscience du marasme actuel.

L'heure est grave : à ce jour, aucun signe positif n'apparaît. Je le dis aussi à l'attention de certains syndicats : casser ne fera pas avancer la cause. Tant que l'offre sera structurellement excédentaire, les prix resteront bas. Je pense aussi que la GMS augmenterait volontiers le prix payé aux industriels. Ce qui compte pour elle, c'est uniquement d'acheter moins cher que le concurrent. Le contrôle des marges est une bonne chose, certes, mais il ne règlera pas le problème.

Nous, élus, sommes plutôt désarmés pour agir. C'est aux Ministres, donc aux gouvernements des différents pays d'Europe d'agir -et vite... Les conséquences sociales de la crise peuvent être dramatiques même si le Grand Ouest est l'un des bassins laitiers le mieux armé pour résister.

L'enjeu est capital : il y va de la paix sociale dans notre campagne, de l'aménagement du territoire, de la qualité environnementale de notre département, de nos emplois agroalimentaires.

Je partage totalement l'analyse d'un collègue de l'opposition lue dans Ouest-France, et demandant le retrait de l'agriculture de l'OMC : laisser la production alimentaire à la seule loi du marché serait une erreur historique. L'élevage surtout serait alors en péril. Ayons conscience aussi que personne ne revient sur un abandon d'élevage tellement il y a des contraintes.

Des jeunes sont encore prêts à s'investir. Surtout, de grâce, ne les décourageons pas.

L'Angleterre paye le prix de l'abandon de son agriculture par le gouvernement Thatcher ; il n'y a même plus 1 % d'agriculteurs dans ce pays. De grâce, ne suivons pas cet exemple.